



**Ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Entrepreneuriat  
Féminin**

-----  
**Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes de Lutte  
contre la Pauvreté**

-----  
**INPS/ SUQALI JABOOT**

**INITIATIVE NATIONALE POUR LA PROTECTION  
SOCIALE DES GROUPES VULNERABLES (INPS)**

**FICHE TECHNIQUE ET FINANCIERE 2012**

**BCI/2012**

**Mai 2012**

## INTRODUCTION

Le DPES, cadre de référence et de mise en cohérence des politiques et programmes de réduction de la pauvreté et de la croissance, élève l'obligation de solidarité au rang de paradigme du développement en l'articulant fortement à une croissance économique pro – pauvre, plus favorable aux groupes vulnérables, dans une même finalité de développement humain global. Cette vision a été matérialisée par l'inclusion de la Stratégie Nationale de Protection Sociale dans les quatre Axes stratégiques majeurs dudit DPES. Cette volonté politique et ces engagements formels ne peuvent avoir un impact réel sur le vécu quotidien des sénégalais sans un leadership institutionnel fort, un dispositif organisationnel communautaire proactif et décentralisé avec une démarche opérationnelle inclusive, harmonisée et coordonnée avec tous les acteurs à la base. Cela requiert en plus un bon système de ciblage et de suivi-évaluation participatif, intégrant la culture de la Gestion Axée sur les Résultats.

### I – CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Entreprenariat Féminin conscient de l'urgence des réponses à apporter à la demande sociale des populations exposées à la précarité, à la vulnérabilité, à l'exclusion sociale et aux chocs économiques et naturels, a décidé de procéder, à un réajustement social, à travers un nouveau programme intitulé Initiative Nationale pour la Protection Sociale des Groupes Vulnérables « INPS », en wolof « SUQALI JABOOT ».

La stratégie de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale sera basée sur la Stratégie Accélérée de Développement des Compétences « SADEC ». Elle (la SADEC) constituera le dispositif transversal d'intervention dans les différents domaines retenus par l'Initiative.

Elle sera fondée sur le développement, chez les communautés de base et Groupes vulnérables ciblés, de la capacité de réaliser **leurs propres initiatives productives et d'autonomisation socio-économique à travers la mise en confiance, le leadership, le transfert direct de responsabilités, etc.**

La démarche de l'INPS d'apprentissage par l'action « **Learning by doing** » sera systématisée à travers une approche de démultiplication, visant l'émergence d'une masse critique d'agents relais communautaires appelés **Acteurs Porteurs de Dynamiques Communautaires « APDC »** constitués d'acteurs locaux.

Dans le cadre de ce processus d'apprentissage, des modules de base ont été élaborés, puis validés en étroite collaboration avec les services techniques déconcentrés et membres des plateformes opérationnelles techniques. Les APDC seront ainsi renforcés, organisés, encadrés et formés dans les différents domaines par un pool de formateurs juniors dans le but de les doter, de façon continue, des compétences nécessaires, tout en se basant sur leurs pré-requis. Ainsi, la Spirale du savoir va se développer à l'intérieur de la communauté à travers les noyaux de compétences communautaires.

### II – FICHE D'EXECUTION TECHNIQUE ET FINANCIERE

La fiche d'exécution technique et financière se résume comme suit :

II- FICHE D'EXECUTION TECHNIQUE ET FINANCIERE 2012 / BCI 2012 sur la base des crédits disponibles au mois de mai 2012

Ligne d'action 1: La planification et la programmation participative pour la mise en oeuvre de l'INPS est renforcée	Cible 1 : Information, communication, des groupes cibles sur l'INPS est diffusée	1.1.1 : Elaboration de supports d'information, de communication	X	X	X	CSO/PLCP/MF	
LB010	Recrutements consultants/conception supports Confection de plaquettes, flyers, tee-shirts, badges, affiches Vulgarisation des supports de communication Frais d'édition						20 000 000
LB012							10 000 000
Cible2 : Réalisation d'études thématiques sur la pauvreté et la protection sociale, LB008	1.2.1 : Etudes thématiques Recrutement de consultants				CSO/PLCP/MF		5 000 000
Cible 3 : Les dispositifs de ciblage sur la Pauvreté et la Vulnérabilité sont rendus opérationnels LB008	1.3.1 : Ciblage des familles et groupes vulnérables Recrutement de consultants Missions déplacements				CSO/PLCP/MF		5 000 000 5 000 000
Cible 4 : la mise en place d'un dispositif de transfert de filets LB004	1.4.1 : Appui aux familles et groupes – renforcement de capacités socio-économiques des familles pauvres Mise en place matériels et autres outillages techniques				CSO/PLCP/MF		30 425 400
Cible 5 : Les capacités d'identification et formulation des projets Suqali Jabot sont renforcées LB005	1.5.1 : Renforcement des capacités d'interaction des plateformes Recrutements consultants Ateliers de formation Ateliers de partage		X	X	CSO/PLCP/MF		15 980 000
	1.5.2 : Renforcement des capacités des APDC dans les différents Modules Validés Ateliers de formation Ateliers de partage		X	X	CSO/PLCP/MF		15 000 000

	<p><b>Cible 5 :</b> Les capacités d'exécution des programmes par les services déconcentrés du Ministère de la Famille sont renforcées</p> <p><b>LB013</b></p>	<p>2.1.2 : Renforcement des capacités des services déconcentrés, APDC et autres Acteurs du ministère de la famille aux techniques de Gestion</p> <p><b>Axé sur les Résultats</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⬇ Sélection de consultant</li> <li>⬇ Elaboration plan de formation</li> <li>⬇ Organisation d'ateliers sur la GAR et Protection sociale</li> </ul>	<p>x</p> <p>x</p> <p>x</p>	<p>CSO/PLCP/MF</p>	<p>15 486 000</p>
<p>Sous-total ligne d'action 1</p> <p><b>121 891 400</b></p>					

<p><b>Ligne d'action 2 :</b> Le système d'appui aux plateformes est rendu opérationnel</p>	<p><b>Cible n° 1 :</b> des banques de données sont viables et formalisées</p>	<p>3.1.1 : renforcement des capacités en matière d'élaboration de projets et d'intervention des plateformes techniques</p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p>	<p>10 000 000</p> <p>21 502 870</p> <p>61 000 000</p> <p>45 573 000</p> <p>97 000 000</p> <p>5 443 520</p> <p>16 000 000</p>
<p>Sous-total ligne d'action 2</p>	<p>Appui coordination</p>	<p>3.2.3 frais mission intérieur du pays</p> <p>3.2.3. fournitures de bureau et consommables informatiques – <b>LB006</b></p> <p>4.1.1 : Acquisition de matériels informatiques - <b>LB002</b></p> <p>4.1.2 : acquisition de mobilier et matériel de bureau – <b>LB001</b></p> <p>4.1.3 : matériel transport, services et fonctionnement – <b>LB003 / LB007</b></p> <p>4.1.4 : autres prestations de services <b>LB009</b></p> <p>4.1.5 carburant <b>LB014</b></p>	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p> <p>DAGE</p>	<p>256 519 390</p>
<p><b>Total Général</b></p> <p><b>378 410 790</b></p>					



# GESTION 2012 : SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR LIGNE, NIVEAU CENTRAL, A LA DATE DU 22/05/12

Ministère de l'Economie et  
des Finances  
Direction Générale des Finances

Un Peuple - Un But - Une Foi

## Dépenses d'investissement (titre 5 et 6)

Imputation (clapier-titre-nature éco.)	Autorisation d'Engagement			Exécution Budgétaire en Engagement			Liquidation			Ordonnancement PEG et Paiement		
	LRI (1)	Acres Modifs (2)	Autorisation d'Engagement (3=1+2)	Total Cédité Réserve (4)	Avances non régularisées (5)	Crédits délivrés (6)	Disponible Engagement (7=2-4-5-6)	Total Engagé (8)	Montant Liquidé (9)	Montant Ordonné (10)	Montant Pris en charge (11)	Montant Payé (12)
<b>58 - Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Femminin</b>	<b>2 890 000 000</b>	<b>1 388 619 403</b>	<b>4 278 619 403</b>	<b>1 743 830 252</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 534 789 151</b>	<b>1 743 830 252</b>	<b>1 674 692 109</b>	<b>1 398 447 609</b>	<b>1 367 829 000</b>	<b>1 367 829 000</b>
6213 - Consommables informatiques	15 000 000	0	15 000 000	7 407 130	0	0	7 502 870	7 497 130	7 497 130	7 497 130	7 497 130	7 497 130
2431 - Matériel de transport service et fonct*	90 000 000	0	90 000 000	0	0	0	90 000 000	0	0	0	0	0
6211 - Fournitures de bureau	14 000 000	0	14 000 000	0	0	0	14 000 000	0	0	0	0	0
2421 - Matériel informatique de bureau	61 000 000	0	61 000 000	0	0	0	61 000 000	0	0	0	0	0
2449 - Autres Matériel et outillages techniques	75 000 000	0	75 000 000	44 574 600	0	0	30 425 400	44 574 600	14 893 370	14 893 370	0	0
6171 - Frais de formation du personnel	34 000 000	0	34 000 000	0	0	0	34 000 000	0	0	0	0	0
6214 - Carburant	16 000 000	0	16 000 000	0	0	0	16 000 000	0	0	0	0	0
6296 - Conférences, congrès, séminaires	30 000 000	0	30 000 000	14 514 000	0	0	15 486 000	14 514 000	14 514 000	14 514 000	14 514 000	14 514 000
<b>AMENAGEMENT CADRE DE VIE/VEF DANS LES DAARAS</b>	<b>0</b>	<b>59 992 363</b>	<b>59 992 363</b>	<b>18 617 902</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>41 374 461</b>	<b>18 617 902</b>	<b>8 645 739</b>	<b>8 528 839</b>	<b>8 387 660</b>	<b>8 387 660</b>
6139 - Autres indemnités	0	2 000 000	2 000 000	760 000	0	0	1 240 000	760 000	760 000	760 000	760 000	760 000
6281 - Frais mission intérieur du pays	0	2 000 000	2 000 000	0	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0
6296 - Conférences, congrès, séminaires	0	8 000 000	8 000 000	0	0	0	8 000 000	0	0	0	0	0
6265 - Intéret	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0
6211 - Fournitures de bureau	0	1 998 576	1 998 576	998 575	0	0	1 000 001	998 575	0	0	0	0
6289 - Autres dépenses de communicat*	0	2 982 400	2 982 400	1 982 400	0	0	1 000 000	1 982 400	0	0	0	0
6215 - Matériel de bureau	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0
6282 - Téléphone	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0
6214 - Carburant	0	2 000 000	2 000 000	1 999 788	0	0	212	1 999 788	0	0	0	0
6299 - Autres achats biens et services	0	5 000 000	5 000 000	4 991 400	0	0	8 600	4 991 400	0	0	0	0
6226 - Entretien et réparation véhicules	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0



# GESTION 2012 : SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR LIGNE, NIVEAU CENTRAL, A LA DATE DU 22/05/12

Ministère de l'Economie et  
des Finances  
Direction Générale des Finances

Un Peuple - Un But - Une Foi

## Dépenses d'investissement (titre 5 et 6)

Imputation (chapitre-titre-nature éco.)	Autorisation d'Engagement			Exécution Budgétaire en Engagement						Liquidation Ordonnancement PRC et Paiement			
	LFI (1)	Actes Médiés (2)	Autorisation d'Engagement (3=1+2)	Total Crédit Réserve (4)	Avances non régularisées (5)	Crédits délivrés (6)	Disponible (7=3+4-5-6)	Total Engagé (8)	Montant Liquidé (9)	Montant Ordonné (10)	Montant Pris en charge (11)	Montant Payé (12)	
58 - Ministères de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin	2 890 000 000	1 388 619 403	4 278 619 403	1 743 830 252	0	0	2 534 789 151	1 743 830 252	1 674 692 109	1 398 447 609	1 367 829 000	1 367 829 000	
6232 - Honoraires et commissions	0	5 000 000	5 000 000	0	0	0	5 000 000	0	0	0	0	0	
6213 - Consommables informatiques	0	1 000 000	1 000 000	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0	
6111 - Soldes et accessoires	0	8 252 366	8 252 366	2 242 902	0	0	6 009 464	2 242 902	2 242 902	2 242 902	2 242 902	2 242 902	
6217 - Matériels pédagogiques et didactiques	0	5 000 000	5 000 000	4 985 500	0	0	14 500	4 985 500	4 985 500	4 985 500	4 985 500	4 985 500	
6149 - Cotisations sociales non ventilées	0	2 741 921	2 741 921	657 337	0	0	2 084 584	657 337	657 337	540 437	399 258	399 258	
2449 - Autres Matériel et outillages techniques	0	10 000 000	10 000 000	0	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	
2349 - Autres ouvrages et infrastructures	0	17 100	17 100	0	0	0	17 100	0	0	0	0	0	
<b>RECONSTITUTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>	
2711 - Transfert en capital autres administrations pub.	1 200 000 000	0	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	
<b>APPUI GROUPEMENTS FEMMININS</b>	<b>500 000 000</b>	<b>400 000 000</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>900 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
2449 - Autres Matériel et outillages techniques	500 000 000	400 000 000	900 000 000	0	0	0	900 000 000	0	0	0	0	0	
<b>PROJET D'ALPHA ET APPRENTISSAGE/ LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PALAM)</b>	<b>610 000 000</b>	<b>0</b>	<b>610 000 000</b>	<b>166 535 200</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>443 464 800</b>	<b>166 535 200</b>	<b>166 535 200</b>	<b>55 035 200</b>	<b>55 035 200</b>	<b>55 035 200</b>	
2431 - Matériel de transport service et fonct*	0	15 000 000	15 000 000	0	0	0	15 000 000	0	0	0	0	0	
6213 - Consommables Informatiques	13 000 000	0	13 000 000	0	0	0	13 000 000	0	0	0	0	0	
6221 - Entretien et maintenance matériel informatique	5 000 000	0	5 000 000	0	0	0	5 000 000	0	0	0	0	0	
2711 - Transfert en capital autres administrations pub.	223 000 000	0	223 000 000	111 500 000	0	0	111 500 000	111 500 000	111 500 000	0	0	0	
2449 - Autres Matériel et outillages techniques	177 000 000	-15 000 000	182 000 000	53 035 200	0	0	106 964 800	53 035 200	53 035 200	55 035 200	55 035 200	55 035 200	
2331 - Bâtimens administratifs à usage scolaire	182 000 000	0	182 000 000	0	0	0	182 000 000	0	0	0	0	0	
6226 - Entretien et réparation véhicules	5 000 000	0	5 000 000	0	0	0	5 000 000	0	0	0	0	0	
6224 - Entretien maintenance bâtiment	5 000 000	0	5 000 000	0	0	0	5 000 000	0	0	0	0	0	

Systeme Intégré de gestion des Finances Publiques (SIGFTP) Edité le : 22-MAI -12 14:33:13

Par : IBRAHIMA KASSE

Pour Toute Information Complémentaire, veuillez-vous adresser à l'Administrateur du SIGFTP



# GESTION 2012 : SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR LIGNE, NIVEAU CENTRAL, A LA DATE DU 22/05/12

Ministère de l'Economie et  
des Finances

Direction Générale des Financ

Un Peuple - Un But - Une Foi

## Dépenses d'investissement (titre 5 et 6)

Imputation (chapitre-titre-nature éco)	Autorisation d'Engagement			Exécution Budgétaire en Engagement				Liquidation Ordonnancement PEC et Paiement				
	LFI (1)	Actes Modifs (2)	Autorisation d'Engagement (3=1+2)	Total Crédit Réserve (4)	Avances non régularisées (5)	Crédits dédigués (6)	Disponible (7=3-4-5-6)	Total Engagé (9)	Montant Liquidé (9)	Montant Ordonné (10)	Montant Pris en charge (11)	Montant Payé (12)
<b>58 - Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Femmina</b>	<b>2 890 000 000</b>	<b>1 388 619 403</b>	<b>4 278 619 403</b>	<b>1 743 830 252</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 534 789 151</b>	<b>1 743 830 252</b>	<b>1 674 692 109</b>	<b>1 398 447 609</b>	<b>1 367 829 000</b>	<b>1 367 829 000</b>
<b>APPU LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/PHASE II</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
6111 - Salles et accessoires	3 000 000	0	3 000 000	0	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0
6171 - Frais de formation du personnel	20 000 000	0	20 000 000	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	0
6251 - Eau	1 000 000	0	1 000 000	0	0	0	1 000 000	0	0	0	0	0
6269 - Autres dépenses de communicat*	5 000 000	0	5 000 000	0	0	0	5 000 000	0	0	0	0	0
6281 - Frais mission Interieur du pays	12 000 000	0	12 000 000	0	0	0	12 000 000	0	0	0	0	0
6252 - Electricité	3 000 000	0	3 000 000	0	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0
6271 - Locat/bâiments à usage de bureaux	6 000 000	0	6 000 000	0	0	0	6 000 000	0	0	0	0	0
<b>ACHAT MANUELS CASE DES TOUTS PETITS</b>	<b>0</b>	<b>300 000 000</b>	<b>300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>300 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
2711 - Transfert en capital autres administrations pub.	0	300 000 000	300 000 000	0	0	0	300 000 000	0	0	0	0	0
	<b>2 890 000 000</b>	<b>1 388 619 403</b>	<b>4 278 619 403</b>	<b>1 743 830 252</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 534 789 151</b>	<b>1 743 830 252</b>	<b>1 674 692 109</b>	<b>1 398 447 609</b>	<b>1 367 829 000</b>	<b>1 367 829 000</b>